

El Moudjahid, 20 septembre 2014

Dialogue 5+5 : Conférence ministérielle sur la stabilité et le développement en Libye à Madrid

Lamamra : « L'Algérie ne peut accepter une intervention militaire étrangère en Libye »

Les travaux de la conférence ministérielle des pays membres du Dialogue 5+5, à laquelle prend part l'Algérie et dont le thème porte sur la stabilité et le développement en Libye, ont débuté, hier à Madrid, dans la capitale espagnole.

Le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra conduit la délégation algérienne qui prend part à cette conférence des pays du Dialogue 5+5 élargie aux pays du groupe Med7 et les pays limitrophes de la Libye, soit un total de 21 Etats et organisations internationales, à savoir la Ligue des Etats arabes, les Nations unies, l'Union africaine, l'Union européenne et l'Union pour la Méditerranée.

Organisée à l'initiative du ministère des Affaires étrangères et de Coopération d'Espagne, la conférence abordera la situation "grave" que connaît la Libye, a-t-on indiqué sur place, précisant que cette rencontre émane de "la nécessité de donner un élan régional aux efforts internationaux en faveur de la stabilité en Libye". L'objectif de cette conférence consiste aussi à amener les différentes parties en conflit en Libye à passer d'une dynamique de confrontation armée à la négociation et à un dialogue national entre tous les Libyens sans exclusion.

Le Dialogue 5+5 réunit cinq pays de la rive sud de la Méditerranée (Algérie, Libye, Maroc, Mauritanie et Tunisie) et cinq autres de la rive nord (Espagne, France, Italie, Malte et Portugal), alors que le groupe Med 7 comprend l'Espagne, la France l'Italie, Malte, le Portugal, Chypre et la Grèce. Les pays limitrophes de la Libye sont l'Algérie, la Tunisie, le Tchad, l'Egypte, le Niger et le Soudan, rappelle-t-on.

Le MAE espagnol : « L'Algérie joue un rôle capital dans la région de l'Afrique du Nord »

L'Algérie joue un rôle "capital" en faveur de la stabilité dans la région de l'Afrique du Nord, a indiqué mardi soir à Madrid le ministre espagnol des Affaires étrangères et de la Coopération, José Manuel Garcia Margallo.

"L'Algérie joue un rôle capital en faveur de la stabilité dans la région de l'Afrique du Nord, de même que l'Espagne, membre de l'Union européenne, dont le rôle est important au Sud du continent (européen)", a déclaré à la presse M. José Manuel Garcia Margallo à l'issue de son entretien avec le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra "L'Algérie s'acquitte convenablement de son rôle en Afrique du Nord, alors que l'Espagne en fait de même au Sud de l'Europe d'où nécessité de coordonner les efforts des deux pays", a martelé le chef de la diplomatie espagnole, au terme de son entretien avec M. Lamamra à la veille de la conférence ministérielle des pays membres du Dialogue 5+5, hier en Espagne et dont le thème a porté sur la stabilité et le développement en Libye.

Le ministre espagnol a aussi qualifié son entretien avec M. Lamamra de "très cordial", mettant l'accent sur les "très bonnes" relations bilatérales. En plus de la situation dans cette région (Afrique du Nord) où l'Algérie et l'Espagne "conjuguent leurs efforts pour aboutir à la paix et la stabilité", les deux ministres ont évoqué la situation en Libye, selon M. José Manuel Garcia Margallo. "Toutefois, cela ne nous a pas empêché de parler de ce qui se passe en Tunisie, en Egypte, en Irak et dans le monde", a fait observer le ministre espagnol, soulignant que l'Algérie et l'Espagne ont décidé de "continuer de travailler ensemble, la main dans la main". Pour sa part, M. Lamamra a indiqué que cet entretien a permis "d'approfondir" les points de vue des deux pays, notamment sur la situation en Libye, soulignant qu'il a expliqué à son homologue espagnol tout ce que l'Algérie entreprend, de

manière bilatérale et avec les pays voisins, en faveur de la Libye. M. Lamamra a rappelé en outre que la position de l'Algérie s'appuie sur une "solution pacifique et négociée en Libye", ce qui nécessite, a-t-il ajouté, "un dialogue national global et inclusif regroupant toutes les parties en conflit ainsi que celles qui croient en une Libye unie, unifiée, stable et démocratique". "Ces idées sont acceptées par la partie espagnole, mais aussi par plusieurs autres pays", a indiqué M. Lamamra, soulignant que l'Algérie fera part de sa position et vision lors dans la réunion de ce mercredi (hier) sur le Libye mais aussi lors des réunions prévues prochainement en marge de l'Assemblée générale des Nations unies.

M. Lamamra s'entretient avec son homologue espagnol

Le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, s'est entretenu mardi soir à Madrid avec son homologue espagnol, José Manuel Garcia Margallo, ministre des Affaires étrangères et de la coopération. L'entretien s'est déroulé au siège du ministère à la veille de la conférence ministérielle des pays membres du Dialogue 5+5.

Lamamra

:

« L'Algérie ne peut accepter une intervention militaire étrangère en Libye »

L'Algérie ne peut accepter "en aucune façon une intervention militaire étrangère en Libye", a déclaré le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra. "Le rôle des institutions internationales consiste à aider et ne pas se substituer (dans les affaires internes des pays souverains). Par conséquent, nous ne pouvons accepter l'intervention militaire étrangère en aucune façon en Libye", a affirmé M. Lamamra, en marge de la conférence. Exprimant la position et l'intervention de l'Algérie sur la crise en Libye, il a fait observer que ce pays est "en difficulté sérieuse, mais il n'est pas en faillite", soulignant à ce propos que "la solution doit être libyenne et trouvée par les Libyens eux-mêmes". Abordant l'aspect de la sécurité, M. Lamamra a recommandé "d'aboutir à un cessez-le-feu et d'appliquer l'embargo des Nations unies", soulignant dans le même sillage que "nous ne voulons pas de munitions ou de pièces de rechange". "Nous voulons que les parties arrivent à des arrangements de sécurité qui permettront de protéger les personnes et les biens tout en réunissant les conditions de la poursuite de la lutte antiterrorisme car cela demeure un défi important", a affirmé le chef de la diplomatie algérienne. S'agissant de la question institutionnelle soulevée par l'Algérie lors de cette conférence, M. Lamamra a fait observer que "la Libye dispose d'un parlement élu qui a la légalité de son côté", mais, a-t-il ajouté, "pour consolider sa légitimité, il doit pouvoir prendre des mesures d'apaisement, de rassemblement et de nature à créer un climat favorable à un dialogue inclusif et à la réconciliation nationale".

M. Lamamra a également mis l'accent, dans la présentation de la dimension de la démarche de l'Algérie, sur le rôle des pays voisins, lequel, a-t-il expliqué, doit être reconnu. Il a ainsi appelé à une "harmonisation des efforts nationaux, régionaux continentaux et internationaux", précisant de ce fait que la vision de l'Algérie est apparue comme étant "raisonnable réaliste et prometteuse".

Les ministres libyen et espagnol

La solution à la crise libyenne ne réside pas dans une intervention militaire étrangère

La solution à la crise libyenne ne réside pas dans une éventuelle intervention militaire étrangère, mais doit émaner exclusivement des Libyens, ont affirmé, hier à Madrid, les ministres des Affaires étrangères espagnol et libyen, respectivement José Manuel Garcia Margallo et Mohamed Abdelaziz. S'exprimant lors d'une conférence de presse, animée conjointement à la clôture de la conférence sur la stabilité et de développement en Libye, organisée à Madrid, les deux ministres ont affirmé leur "opposition" à une intervention militaire étrangère, privilégiant plutôt un "dialogue national inclusif et une réconciliation nationale entre Libyens, à l'exception groupes armés extrémistes". "La Libye et

les Libyens ne veulent pas et ne souhaitent pas une éventuelle intervention militaire étrangère", a indiqué M. Abdelaziz, soulignant que "les pays du voisinage sont également opposés à cette option". M. Abdelaziz, qui répondait à une question d'un journaliste, a en outre démenti des informations d'une "collaboration entre la France et l'Algérie concernant des frappes militaires françaises en Libye". "L'Algérie et la France sont deux pays qui nous aident et font partie de la solution à la crise libyenne", a précisé M. Abdelaziz, mettant en exergue notamment "les efforts de l'Algérie pour une solution pacifique basée sur un dialogue inclusif". En ce sens, le ministre des Affaires étrangères de la Libye s'est attardé sur l'initiative algérienne de créer le groupe des pays voisins, lesquels sont à leur 4e réunion, faisant part aussi de son "souhait de voir les efforts des pays voisins coordonnés et conjugués avec les pays du Groupe des 5+5 et les autres institutions internationales". M. Abdelaziz a précisé que la Libye a davantage besoin d'aide sur le plan logistique pour construire, a-t-il dit, un Etat moderne avec des forces de sécurité aux standards internationaux requis. Le ministre des Affaires étrangères et de la coopération espagnol, a abondé dans le même sens, insistant sur le dialogue et la réconciliation en Libye ainsi que la préservation de l'intégrité territoriale de ce pays. "L'Espagne et la communauté internationale sont opposées à une guerre civile en Libye", a-t-il affirmé, insistant sur le règlement "définitif et durable de la crise libyenne au risque de voir le danger s'étendre aux autres pays du Nord de l'Afrique, la région du Sahel ainsi que l'Afrique de l'Ouest et l'Europe".

Projet de Déclaration commune de la conférence

Soutien aux efforts des pays voisins

La conférence internationale sur la stabilité et le développement en Libye a appelé hier à Madrid, à soutenir les efforts déployés par les pays voisins de la Libye pour recouvrer la paix et la sécurité dans ce pays.

Dans le projet de la Déclaration commune qui devrait sanctionner les travaux de cette conférence, il est mentionné que les participants à cette rencontre ont décidé d'encourager les efforts déployés par les pays voisins de la Libye pour recouvrer la paix et la sécurité dans ce pays. Les pays voisins de la Libye en sont à leur 4e réunion, sachant que la première réunion du genre a été initiée par l'Algérie le mois de mai 2014 à Alger en marge des la réunion ministérielle des pays des non-alignés. A travers l'initiative des pays voisins, les participants à cette conférence appellent, au même titre que l'Algérie, à un dialogue national global et inclusif regroupant toutes les parties en conflit en Libye, l'objectif étant de préserver l'intégrité territoriale de la Libye. Dans ses recommandations, le projet de la Déclaration recommande aussi d'œuvrer au rapprochement des points de vue des différentes parties en conflit et de les réunir dans le cadre d'un dialogue national global et sans exclusion. Le même document recommande de soutenir les institutions libyennes et les aider à amorcer un dialogue national sans exclusion, tout en rejetant les groupes et les parties qui versent dans la violence et l'extrémisme, est-il mentionné. Les participants à cette conférence ont également fait part, dans ce projet de Déclaration, de leur inquiétude quant à la prolifération des armes, une situation qui menace la sécurité dans toute la région.